

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



mercredi 28 août 2013

Erdogan Pacha ou la fin d'une république

Fida DAKROUB

Nous n'avons cessé d'attirer, dès le début de la guerre contre la Syrie, l'attention de nos lecteurs sur les intrigues du Parti pour la justice et le développement (AKP) incarné par Erdogan Pacha à rétablir le califat ottoman sur les cendres des villes syriennes. Nous avons indiqué en même temps comment les ambitions califales d'Erdogan Pacha sur le plan de la politique étrangère - rétablir le califat ottoman dans les anciennes provinces arabes de l'Empire ottoman - entraînent des mesures aussi « califales » sur le plan de la politique intérieure.

Généralités

Nous n'avons cessé d'attirer, dès le début de la guerre contre la Syrie, l'attention de nos lecteurs sur les intrigues du Parti pour la justice et le développement (AKP) incarné par Erdogan Pacha à rétablir le califat ottoman sur les cendres des villes syriennes. Nous avons suivi les chemins détournés par lesquels monsieur Erdogan cherche à s'emparer des bains de sang en Syrie. Nous avons indiqué en même temps comment les ambitions califales d'Erdogan Pacha sur le plan de la politique étrangère - rétablir le califat ottoman dans les anciennes provinces arabes de l'Empire ottoman - entraînent des mesures aussi « califales » sur le plan de la politique intérieure.

Quelques faits prouvent de façon frappante à quel point les libertés civiles en Turquie souffrent des politiques du Parti pour la justice et le développement, maintenant confondu avec le personnage de monsieur Erdogan.

La décision de ce dernier à construire un centre commercial au parc de Gezi avait soulevé une tempête de manifestations, dans les villes turques, et de critiques, de la part des partis de l'opposition. Berfu Kiziltan, collaborateur du quotidien turc Hurriyet, s'opposa aux rhétoriques sourdes de monsieur Erdogan, et lui demanda de s'excuser auprès du peuple turc. Serkan Demirtas donna l'alarme de la fin de la république en Turquie. Son article publié dans Hurriyet démontre comment la Turquie est devenue un pays où le parti au pouvoir exerce la force d'État policier dans sa forme la plus brutale. Le leader du Parti du Peuple (CHP), Kemal Kılıçdarol, avait fustigé, plusieurs mois auparavant, monsieur Erdogan en disant que le premier ministre avait l'intention d'opprimer les gens et de restreindre la démocratie.

Mais cela ne suffit pas à monsieur Erdogan. Une des premières démarches qu'il a entamées est une démarche de restriction des libertés civiles et de réduction de la vie démocratique, démarche contre la démocratie et la laïcité, contre les fondements de la république, voire la Turquie moderne kémaliste.

Erdogan doit s'excuser

Dans un article intitulé « Liste de besoins d'Erdogan : tolérance, compromis et excuse [1] », publié dans le quotidien turc, Hurriyet, Berfu Kiziltan s'oppose aux rhétoriques sourdes du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, et lui demande de s'excuser auprès du peuple turc. Kiziltan montre que les forces démocratiques et la société civile se sont descendues dans les rues pour protéger la démocratie et la république, pour protester contre la réduction de la liberté de la presse et de l'expression, pour faire face aux arrestations arbitraires de dizaines de journalistes libres, mais aussi pour exprimer leur mécontentement envers les mesures antidémocratiques du gouvernement Erdogan, telles que la censure d'Internet, la criminalisation de l'avortement, la croissance des actes de violence contre les femmes, le mépris des arts et de la culture, et récemment les restrictions sur la consommation d'alcool. En un mot, les Turcs protestaient contre l'insistance du gouvernement Erdogan à contrôler chaque aspect de leur vie quotidienne, voire à assassiner la république.

Berfu Kiziltan critique l'argument du premier ministre concernant les résultats des votes en indiquant que les cinquante pour cent des votes ne veulent pas dire que le premier ministre, Erdogan, est libre à négliger l'autre moitié du peuple turc ni à la dénigrer [2]. Pour rappel, les autorités turques ont désigné les manifestants des vandales, des marginaux, des séparatistes, des provocateurs, des alcooliques et finalement des *çapulcu* [3] ; or ceux-ci sont en réalité plus éduqués et plus formés que les "hâbleurs" du gouvernement. Kiziltan montre comment les manifestants avaient réussi à créer, à la place Taksim et au parc de Gezi, un environnement remarquable d'unité, malgré le discours de division et de polarisation de monsieur Erdogan. À preuve, des activistes avaient pu créer un marché, une clinique et une bibliothèque et avaient utilisé l'humour comme l'arme la plus efficace contre l'oppression des autorités. Les jeunes manifestants avaient créé le rire, et avaient trouvé de nouveaux moyens pour développer la lutte. Ils avaient appris d'une façon remarquable à survivre l'atrocité de la matraque policière. La plupart d'eux avaient été sauvagement battus par les policiers qui tiraient des centaines de bombes lacrymogènes. Pourtant, les manifestants avaient résisté sur la place Taksim et partout dans les villes turques. Tout cela a poussé Kiziltan à demander au premier ministre Erdogan de s'excuser aux manifestants, car selon elle gouverner n'est pas terrifier le peuple. Pour elle, un vrai gouverneur c'est celui qui gagne le respect des citoyens, non leur peur : « La moitié du peuple attend à ce que le premier ministre s'excuse sincèrement avant qu'on lui redonne sa légitimité ; car parfois, il vaut mieux faire un pas en arrière, mais dans la bonne direction que d'en faire un en avant, mais dans la mauvaise direction [4] », indiqua Kiziltan.

Erdogan et l'État policier

Pour sa part, Serkan Demirtas donne l'alarme de la fin de la République en Turquie. Son article publié dans Hurriyet et intitulé « **Bienvenu à la République turque d'État policier [5]** » démontre comment la Turquie est devenue un pays où le parti au pouvoir exerce la force d'État policier (même militaire si nécessaire), dans sa forme la plus brutale, contre l'autre moitié des électeurs qui ont déclenché une révolte massive, pour freiner les penchants autoritaires croissants de monsieur le premier ministre :

Turkey has become a country where the ruling party representing half of the country's electorate is exercising the state's police (and military if needed) force in the most brutal way on the other half of electorate, who launched a massive uprising against the government's growing authoritarian inclinations [6].

Derrière les pratiques antidémocratiques du gouvernement turc se trouve la rhétorique « nous et eux » de monsieur Erdogan ; ces pratiques-ci discriminent contre les personnes qui ne suivent pas un mode de vie conservateur digne pour ainsi dire à un musulman pieux.

At the core of this behavior lies the “us and them” policy/rhetoric of Prime Minister Recep Tayyip Erdoan, whose purpose is to discriminate against those who do not share the conservative lifestyle of a pious Muslim and create a sort of “neighborhood pressure” on them. But this oppression is not limited to the scope of the secular-conservative debate in Turkey as the trend of this behavior is to expand its influence on different segments of the society through intimidation [7].

En réalité, la Turquie se dirige vers un régime d'État policier. Il suffit de considérer la brutalité utilisée par les policiers contre les manifestants à Taksim et au Gezi. À titre d'exemple, après deux mois au commencement du mouvement Taksim, les Turcs se sont descendus le 2 août à la place Taksim pour protester contre la violence de la police envers les jeunes. Il s'agit ici d'un jeune garçon de 14 ans, Berkin Elvan, qui avait été battu sauvagement par des policiers, le 15 juin, alors qu'il était sorti de la maison de ses parents pour acheter du pain ; Berkin Elvan lutte toujours contre la mort aux soins intensifs [8].

Selon Elvan, la raison pour laquelle les Turcs avaient protesté dans les rues n'était pas seulement la construction d'un centre commercial dans le parc de Gezi, mais bien le rejet des politiques du gouvernement Erdogan qui visent à réduire la vie démocratique et à limiter les libertés publiques, comme première étape vers l'établissement d'un régime islamique califal. Autrement dit, la société civile, les forces démocratiques et les partis politiques laïcs étaient partis d'une conviction tout à fait justifiée selon laquelle les dangers qui menaçaient - et menacent encore - la Turquie étaient les politiques antidémocratiques de monsieur Erdogan. De même, une partie de la société

turque s'est rendu compte du conflit actuel qui se déroule entre ceux qui tendent à préserver les piliers de la République moderne, reposant sur la légitimité populaire, la citoyenneté, l'alternance du pouvoir, la justice sociale et la dignité humaine, d'un côté, et ceux qui tendent d'abord à contrecarrer la République, puis à la bouleverser, pour établir ensuite, sur ses cendres, un régime califal fondé sur la doctrine des Frères musulmans ; un régime sous lequel les forces laïques et démocratiques seraient enfin anéanties, et les minorités ethniques et religieuses, telles que les chrétiens, les alévis, les juifs, les Kurdes et les Arméniens, perdraient leurs droits de citoyens de la République turque pour en devenir des sujets du nouveau califat turc.

Fin d'une république

Quelques mois avant le déclenchement des manifestations dans le parc de Gezi, le leader du Parti du Peuple (CHP), Kemal Kılıçdarol, avait fustigé le premier ministre Erdogan en disant que le premier ministre avait l'intention d'opprimer les gens et de restreindre la démocratie : « Si un premier ministre se plaint de la séparation des pouvoirs, ce qui signifie se plaindre de la démocratie, il ne peut servir de premier ministre. Cela signifie que sa vie politique est terminée en matière de démocratie. Il ne peut pas parler de démocratie et de liberté. Il ne peut pas être perçu comme le premier ministre d'un pays moderne. Il est un premier ministre qui a l'intention d'établir son sultanat, pour opprimer son peuple et restreindre la démocratie », avait déclaré Kılıçdarolu lors d'une conférence de presse le 19 décembre 2012 [9].

En réalité, la légitimité populaire, la citoyenneté, l'alternance du pouvoir, la justice sociale, la liberté de la presse, la liberté d'expression, la vie privée et la dignité humaine, telles sont les piliers de la société moderne en Turquie qui sont en passe d'être détruits au profit d'une idéologie religieuse caressée par le rêve califal qui fait partie des vestiges des siècles passés. Une idéologie qui fait tout pour saper l'édifice républicain moderne et qui aurait pour mot d'ordre la tyrannie, non seulement en Turquie, mais aussi en Égypte, en Tunisie, en Libye, et partout dans le monde musulman où les Frères musulmans et leurs « coreligionnaires » salafistes pourraient réussir un jour à prendre le pouvoir - *que le bon Dieu nous épargne d'une telle catastrophe !*

Or, quelles sont les mesures que monsieur Erdogan et son parti politique, le Parti de la justice et du développement (AKP), prennent pour contrecarrer la république ? Et dans quel but ?

Premièrement, sur le plan de la liberté de la presse et de l'expression, il n'est que de constater le dernier classement de la Turquie sur l'échelle de la liberté de la presse, tel que présenté dans le rapport de l'organisation « Reporters Without Borders » (RWB), pour savoir le degré des menaces contre la république et la démocratie dans ce pays. Pour preuve, l'organisation RWB a indiqué que la Turquie est devenue actuellement la plus grande prison pour les journalistes [10], occupant la position 154 parmi les pays du monde en matière de la liberté de la presse, soit un recul de six positions du rapport de

2012 [11]. En plus, le rapport de ladite organisation critique la paranoïa des autorités turques qui assimilent toute accusation contre elles à un complot tramé par un groupe d'organisations illégales. En plus sur le même plan, l'Union européenne a critiqué les autorités turques de museler les libertés de l'expression, en réponse à la destitution du journaliste Yafuz Bidar [12] du journal turc Sabah. La commission européenne a insisté dans un communiqué sur l'importance de certaines questions liées à la liberté de l'expression, soulignant que « l'indépendance de la politique éditoriale, la transparence et le refus de toute ingérence politique sont les piliers essentiels qui assurent la liberté des médias ». Ladite commission s'est dite « inquiète quant aux mesures prises envers certains journalistes turcs, telles que les destitutions et les sanctions pénales » [13].

Deuxièmement, sur le plan des droits de l'homme, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rendu, en mois de juillet, plusieurs arrêts concernant des cas de violations des droits de l'homme en Turquie ; nous en mentionnons l'arrêt du 16 juillet en l'affaire Abdullah Yasa et autres c. Turquie, sur lequel la CEDH a dit, à l'unanimité, qu'il y a eu « violation de l'article 3 (interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants) de la Convention européenne des droits de l'homme [14] ».

Troisièmement, sur le plan de la citoyenneté, le quotidien turc, Hurriyet, un document officiel écrit par la direction de l'Éducation provinciale d'Istanbul a révélé que les minorités ethniques et religieuses d'origines juive, grecque, anatolienne et arménienne sont classifiées par l'administration de la population de la Turquie selon un « code de race » secret, entré en vigueur en 1923, l'an de la fondation de la République turque. Par conséquent, les citoyens turcs d'origine grecque sont identifiés par le code 1, ceux d'origine arménienne par le code 2, et ceux d'origine juive par le code 3, a indiqué le quotidien Hurriyet [15]. Altan Tan, un député du Parti pour la paix et la démocratie, a déclaré que de pareilles allégations se trouvent depuis longtemps, mais elles étaient toujours rejetées par les autorités. Tan a ajouté qu'une « telle pratique, si elle existe vraiment, est une grande catastrophe. Les autorités classifient secrètement et illégalement les citoyens selon un profilage racial et religieux. C'est une grande catastrophe » [16].

Quatrièmement, sur le plan de la justice sociale, la Prof. Yasemin Nceolu, lectrice à l'Université Galatasaray à Istanbul, a donné l'alarme sur la croissance des discours de haine et de discrimination dans les médias turcs. Nceolu parlait dans un panel de discussion organisé par l'Association des journalistes turcs à Istanbul [17]. Selon elle, les médias font recours à une idéologie, devenue dominante dans le discours quotidien, qui se base sur une rhétorique de « nous et eux » ; ceux qui ne répondent pas à la description du « nous » sont considérés comme "autres". Nceolu ajoute que dans le discours quotidien des médias, « on trouve aussi l'homophobie, l'antisémitisme, l'anti-alévisme, ainsi qu'une certaine opposition aux non-musulmans [18] » (TDA). Pour sa part, l'avocat Nazan Morolu, qui participait au panel de discussion, a déclaré au quotidien Hurriyet que la discrimination contre les femmes avait augmenté en Turquie pendant les dernières années. Il a indiqué que « les

femmes qui étaient arrêtées pendant les manifestations du parc de Gezi ont été harcelées et elles n'ont pu rien dire [19] ». Il a ajouté qu'auparavant « nous pouvions parler de tels sujets à la télévision, il y a quelques années, mais maintenant nous ne pouvons plus, toutes les chaînes télévisées sont bloquées, nous ne pouvons pas faire entendre notre voix [20] ».

Cinquièmement, sur le plan de la vie privée et de la dignité humaine, le président turc Abdullah Gül avait promulgué une loi controversée voulue par le gouvernement Erdogan qui restreint la consommation, la vente et la publicité des boissons alcoolisées, en dépit des manifestations qui secouaient le pays. La vente de boissons alcoolisées est désormais interdite entre 22 heures et 6 heures. Voté le 24 mai au terme d'une procédure d'une rare célérité, le texte a été violemment dénoncé par l'opposition laïque qui l'a déclaré un texte liberticide. Tout au long des débats parlementaires, l'opposition laïque a violemment dénoncé un texte liberticide, prêtant au régime la volonté de vouloir régir les comportements privés de la population et d'islamiser la société turque. Ce tour de vis a été jugé inquiétant par les laïcs qui voyaient dans cette décision une preuve de l'islamisation de la politique du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir depuis plus de dix ans [21].

Selon plusieurs partis de l'opposition, les mesures de monsieur Erdogan constituent une attaque contre la base même de la démocratie et de la république en Turquie.

Fida Dakroub, Ph.D

Site officiel de l'auteur : www.fidadakroub.com

*Docteur en Études françaises (UWO, 2010), **Fida Dakroub** est écrivain et chercheur, collaborateur régulier du [Centre de recherche sur la mondialisation](#). Elle est militante pour la paix et les droits civiques.*

[1] Kiziltan, Berfu. (18 juin, 2013). [“Erdoan’s needs list : Tolerance, compromise and apology”](#). In : Hurriyet. Récupéré le 18 juin 2013.

[2] *loc. cit.*

[3] Çapulcu est un substantif turc signifiant, vandale, canaille, racaille ou encore vermine. Cette qualification est utilisée notamment par le premier ministre turc Recep Tayyip Erdoan

pour désigner les personnes prenant part au mouvement de protestation en Turquie de 2013. Le qualificatif est par la suite utilisé par les manifestants et les sympathisants eux-mêmes qui se définissent comme *çapulcu*, et l'adaptent notamment en anglais *chapuller* ou *chapulling*, ou en français *chapulleur*.

[4] Kiziltan, *op.cit.*

[5] Demirtas, Serkan. (18 juin 2013). [“Welcome to the Turkish Republic of Police State”](#). In : Hurriyet. Récupéré le 18 juin 2013.

[6] *loc. cit.*

[7] *loc. cit.*

[8] Russia Today. (2 août 2013). ["Istanbul police use tear gas to break up protest over critically injured teenager"](#). Récupéré le 5 août 2013.

[9] Birand, Semih. (20 décembre 2012). [« Fin de la « démocratie » en Turquie : Erdogan veut éteindre la séparation des pouvoirs... »](#). In : JSS News. Récupéré le 20 août 2013.

[10] Hurriyet. (24 juillet 2013). [“Turkey now 154th in world press freedom index”](#). Récupéré le 31 juillet 2013

[11] Reporters Without Borders. (sans date). ["Press Freedom Index 2013"](#). Récupéré le 3 août 2013.

[12] Yafuz Bidar, journaliste turc de renommée, avait reçu une invitation de la commission européenne pour prononcer un mot dans un congrès tenu fin juin dernier à Bruxelles. Il avait alors critiqué le gouvernement turc et les grands hommes d'affaires qui s'ingèrent politiquement dans les affaires du journalisme.

[13] Suzan Fraser. (26 juillet 2013). [“Turkey Criticized After Journalist Yavuz Baydar Fired For New York Times Op-Ed”](#). In : The Huffington Post. Récupéré le 31 juillet 2013.

[14] Cour européenne des droits de l'homme. (16 juillet 2013).

[Requête no 44827/08, « Affaire Abdullah Yasa et autres c. Turquie »](#). Récupéré le 31 juillet 2013.

[15] Hurriyet. (1 août 2013). "[Minorities in Turkey tagged by 'race codes,' official document reveals](#)". Récupéré le 2 août 2013.

[16] *loc. cit.*

[17] Hurriyet. (30 juillet 2013). "[Turkish journalists discuss hate speech in media](#)". Récupéré le 5 août 2013.

[18] *loc. cit.*

[19] *loc. cit.*

[20] *loc. cit.*

[21] Oberti, Charlotte. (27 mai 2013). "[La Turquie poursuit sa croisade contre l'alcool](#)". In : France 24. Récupéré le 18 août 2013.

http://www.fidadakroub.com/Fin_de_la_republique.html
http://www.fidadakroub.com/Fin_de_la_republique.html

<http://www.legrandsoir.info/erdogan-pacha-ou-la-fin-d-une-republique.html>